

L'éternelle contradiction québécoise

Simon Laflamme

Professeur au département de sociologie de l'université Laurentienne, Sudbury, Ontario

L'élection du 30 novembre permet de poser en termes réels la problématique politique du Québec en ce qui concerne ses relations avec le reste du Canada. On pouvait déjà entrevoir cette problématique avant l'élection, mais cette nouvelle consultation populaire met en évidence tous les éléments.

Le premier de ces éléments a trait à l'antagonisme des positions: les Québécois sont chroniquement divisés entre une aspiration souverainiste et un attachement au Canada. Les forces sont sensiblement équivalentes. Parfois, au gré des événements, elles sont à l'avantage de l'un des camps; parfois elles favorisent l'autre. Mais les mouvements ne sont jamais tels qu'ils donnent lieu à une nette domination.

Le constat de cette division n'est pas nouveau, certes; mais le conflit est normalement apparu comme provisoire, les parties imaginant une réconciliation magique au sein du peuple à la suite, pour les uns, de la proclamation

de l'indépendance ou, pour les autres, du renouveau constitutionnel. Or, on ne peut maintenant que constater le caractère structurel, essentiel de la scission.

DÉCHIREMENT

Les autres éléments sont les corollaires de ce déchirement.

Il y a d'abord la lassitude des débats sur le statut du Québec. La plupart des Québécois souhaiteraient que la polémique fût devenue obsolète. Le problème, c'est que l'obsolescence apparaît le plus souvent comme la conséquence de la réalisation des rêves qui sont entretenus, et ces rêves, on le sait, n'envisagent des destins que dans des voies opposées. Cette situation même rend impossible la conception d'un projet commun et perpétue la lassitude.

Il y a ensuite le fait dramatique qu'aucune des options de la problématique politique n'est en mesure de rallier les Québécois et que même l'avènement de l'une d'entre elles ne peut être, au fond, que source de conflit. Comment, en effet, peut-on

penser qu'une déclaration d'indépendance anéantira les attentes des fédéralistes? De même, comment peut-on croire qu'un simple aménagement constitutionnel annihilera les espoirs indépendantistes?

INSTITUTIONNALISATION

La contradiction québécoise est indélébile et son institutionnalisation seule est à même de servir la collectivité. Toute option de la problématique qui ne serait pas en mesure d'assumer les termes ne pourrait en aucune façon exorciser le conflit, c'est-à-dire rassembler les esprits et assurer la paix. Tout projet politique, donc, qui, simultanément, n'autoriserait pas la reconnaissance par les Québécois de leur autonomie nationale aussi bien que de leur inscription dans la nation canadienne est voué à l'échec.

La contradiction est québécoise en tant qu'elle domine, dans la province, la problématique politique. Mais elle est aussi canadienne en tant qu'elle se rappelle constamment au discours politique de tout le pays et qu'elle suscite là, nécessairement, diverses réactions qui sont finalement l'obligation pour les citoyens de réinventer leur pays, de le réinventer à cause du Qué-



ARCHIVES LE SOLEIL, PATRICE Y...
L'élection du 30 novembre permet de poser en termes réels la problématique politique du Québec en ce qui concerne ses relations avec le reste du Canada.

bec, mais aussi à cause d'eux-mêmes, car le Québec ne fait que révéler trop manifestement des divergences qui, en fin de compte, animent le pays en tous lieux.

Et le Canada ne peut, pour lui-même,

se réaliser comme nation que dans la mesure où il dissipe la résistance qui empêche ses citoyens de se reconnaître dans la structure politique. Il admettra la contradiction québécoise qui est la leur en propre.

Aucune des options n'est en mesure de rallier les Québécois